

22.10.2026 – Lettre ouverte des sections romandes des jeunes du Centre

Notre pays mérite mieux que le chaos ! Stop aux tentatives d'importation de la crise française en Suisse !

Les événements déplorables survenus en France le week-end dernier sont le signe d'une faillite démocratique et d'une polarisation politique démesurée, que certains tentent d'importer dans notre pays. En effet, depuis quelques jours, certains individus affiliés à des jeunesses politiques de gauche rêvent d'apporter les troubles hexagonaux en Suisse, au mépris de notre culture politique et sans en mesurer les conséquences socio-économiques. Par cette lettre ouverte, nous tenons à nous distancer des appels aux blocages, qui ne sont pour nous pas des moyens d'expression légitimes. Car soyons clairs : le droit de manifester est fondamental, et nous le défendons — mais dans le respect des personnes, des biens et des institutions. D'autre part, par ce courrier, nous nous opposons aux tentatives de certains de prendre la jeunesse en otage et tenons à porter la voix de ces « autres jeunes », moins bruyants mais largement majoritaires, qui souhaitent construire notre pays par la discussion et le compromis plutôt que par le chaos. De notre côté, nous condamnons les tentatives d'importation de la crise en Suisse et nous rappelons aux idéologues de l'intolérance politique les aspects suivants :

- La Suisse n'est pas la France. Son système éducatif y est bien mieux

structuré, accessible et égalitaire. L'éducation publique est l'écrasante norme. Les défis de l'enseignement sont réels, mais nous disposons d'outils puissants pour les traiter dans l'arène institutionnelle.

- La Suisse n'est pas la France. Contrairement à nos voisins hexagonaux, nous disposons de nombreuses occasions de nous exprimer sur les défis politiques, notamment via les élections fédérales, cantonales et communales, et surtout par la démocratie directe. Chez nous, manifester n'est pas une voie prioritaire pour partager ses préoccupations.

- La Suisse n'est pas la France. Si nous partageons une langue, une culture, des valeurs et un passé fort avec notre voisin tricolore, notre culture politique est totalement différente. Là où la verve oratoire et le clash sont favorisés en France, on préfère le compromis et la discussion en Suisse. Importer la crise politique française en Suisse, ce n'est pas seulement exciter les tensions, c'est renier notre héritage institutionnel.

- La Suisse n'est pas la France. Si chez nous aussi, la manifestation est un droit qu'il faut défendre, elle ne doit en aucun cas être un prétexte à la violence et à l'émeute. Dans ce sens, les appels à l'insurrection sont inacceptables et nous les condamnons. Mais ne nous y trompons pas : refuser le chaos ne signifie pas se résigner au statu quo. Nous le savons, notre génération fait face à des défis bien réels : des logements introuvables et des loyers qui s'envolent, le financement incertain de nos retraites, une crise climatique qui exige des réponses concrètes, des primes d'assurance-maladie qui pèsent toujours plus lourd, et un sentiment trop répandu que la voix des jeunes ne compte plus dans le débat public. Ces problèmes méritent mieux que des slogans : ils méritent des solutions.

C'est pourquoi nous lançons un appel à toute la jeunesse de Suisse romande : Si toi aussi tu sais qu'il y a des choses à améliorer, si toi aussi tu portes ces défis, rejoins-nous. Aux Jeunes du Centre, nous voulons croire en une politique qui se construit sur la raison et le dialogue, et non sur la violence des incantations et des slogans. Face au mysticisme de ceux qui attendent qu'un grand soir change tout, nous choisissons le travail patient de la réflexion et de la cohésion. Car oui, avec le travail, le dialogue et la cohésion, nous résoudrons ces défis. Une solution se construit, pierre par pierre ; elle n'apparaîtra pas magiquement des flammes d'un hôtel de ville qui brûle. En tant que jeunes, notre responsabilité est de construire notre pays avec les outils institutionnels extraordinaires dont nous disposons. D'autre part, nous devons condamner avec force ceux qui tentent de polariser le débat public par la polémique, ou de brider notre démocratie par des projets de révolutions de comptoir. Il en va de la prospérité de notre pays et de nos institutions.